



**Comité National de la Dette
Publique**



**Caisse Autonome
d'Amortissement du
Cameroun**

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°03/ Mars 2025

Version du 09 mai 2025

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019, assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP),

Et le Comité National de la Dette Publique créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat,

Vous présentent la **conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°03/25-mars 2025**, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique au second trimestre de l'année.

Dans cette conjoncture, la dette publique est définie comme l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette étant une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, la dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux de recensement et d'évaluation de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées se poursuivent.

Aussi, Conformément aux bonnes pratiques, il est procédé au suivi des passifs conditionnels, notamment la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés, qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions. Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'Etat, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Le suivi et l'évaluation de ces passifs sont indispensables, non seulement par souci de transparence, mais aussi pour la réalisation des analyses, notamment l'analyse de l'impact potentiel et les risques encourus sur l'endettement public. L'Analyse de la Viabilité de la Dette (AVD) et diverses autres analyses liées aux risques budgétaires.

SOMMAIRE

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL	3
I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	4
II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC	6
II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	7
II.1.2. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES ...	8
II.1.3. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	9
II.1.3.1. ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	9
II.1.3.2. RESTES A PAYER.....	10
II.1.3.3. DETTE FLOTTANTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	10
II.2. DETTE DES DEMEMBREMENTS DE L'ETAT.....	11
II.2.1. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	11
II.2.1.2. DETTE DIRECTE INTERIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS (HORS DETTE FLOTTANTE)	11
II.2.1.3. DETTE EXTERIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS, NON AVALISEE PAR L'ETAT	11
II.2.1.4. DETTE FLOTTANTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	12
II.2.2. DETTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES	12
II.2.2.1. DETTE INTERIEURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (HORS DETTE FLOTTANTE ET DETTE FEICOM)	12
II.2.2.2. DETTE FLOTTANTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES.....	12
II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT.....	13
II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT	13
II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (PPP)	13
III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	15
III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	15
III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	16
III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	16
III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER.....	17
IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	18
IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES.....	18
IV.2. DECRETS D'HABILITATION.....	18
IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	18
IV.3.1. DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS.....	19
IV.3.1.1. DECAISSEMENTS PAR BAILLEUR.....	19
IV.3.1.2. DECAISSEMENTS PAR CONCESSIONNALITE	20
IV.3.1.3. DECAISSEMENTS PAR PROJET/PROGRAMME.....	21
IV.3.2. DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS INTERIEURS	21
IV.4. SOLDES ENGAGES NON DECAISSES (SEND's) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	22
IV.4.1. SEND's EXTERIEURS.....	22
IV.4.2. SEND's INTERIEURS.....	23
V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT	24
V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE HORS RESTES A PAYER DE MOINS DE 3 MOIS.....	24
V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE	24

Comité de Rédaction

Directeurs de Publication

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances, Président du Comité National de la Dette Publique ;

ALAMINE Ousmane MEY, Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Vice-Président du CNDP.

Superviseurs

NOAH NDONGO Adolphe, Directeur Général de la CAA, Secrétaire Permanent du CNDP ;

MOH TANGONGHO Sylvester, Directeur Général du Trésor de la Coopération Financière et Monétaire, Président de la Commission Technique du CNDP ;

KENDEM John FORGHAB, Directeur Général Adjoint de la CAA.

Coordonnateur Technique

SIEWE Guillaume Thierry, Chef de Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique (DEADP /CAA), Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNDP.

Rédacteurs :

SIEWE Guillaume Thierry, DEADP, CSP-CNDP ;

ALEME MELOM Melissa Epse MANON, Chef de la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement- à la DEADP/CAA ;

GONTA William, Chef de la Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données- à la DEADP/CAA ;

NDONGO MBA Laurent, Chef de la Cellule du Suivi Evaluation des Financements à la DEADP/CAA ;

SIMO Cédric, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;

PONDI Patrick Dylan, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;

ABOE Franck, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;

MBIANDJEU Michel Francine, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;

ONANA Carole, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/DEADP/CAA ;

EBWEL Julien, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/DEADP/CAA ;

FEUDJI Génie Lupin, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP/CAA ;

ZANG Laury, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP/CAA ;

ETELE Warren, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP - CAA ;

NLAME Rose Laetitia, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA.

BIKELE Bryan, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA.

Contributions :

Membres du CNDP ;

Membres de la Commission Technique CNDP ;

Membres du Secrétariat Permanent du CNDP.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL : Face à l'incertitude

L'économie mondiale est actuellement confrontée à une **incertitude généralisée**, alimentée par le durcissement des politiques commerciales, notamment les restrictions douanières unilatérales mises en place par les États-Unis, ainsi que par l'intensification des tensions géopolitiques.

Le Fonds monétaire international (FMI), dans son rapport d'avril 2025 sur les Perspectives économiques mondiales, a revu à la baisse ses projections : la croissance mondiale devrait s'établir à 2,8 %, contre 3,3 % anticipés en janvier. Cette révision reflète un ralentissement global, affectant toutes les grandes régions économiques.

L'inflation mondiale, bien qu'en phase de décélération, demeure au-dessus des objectifs des banques centrales, avec une projection de 4,3 % en 2025 et 3,6 % en 2026.

Par ailleurs, la dette publique mondiale continue de croître, dépassant 95 % du PIB en 2025, et pourrait franchir la barre des 100 % d'ici 2030, ravivant les préoccupations sur la soutenabilité budgétaire à long terme.

Dans les économies avancées, la dynamique reste modérée. La croissance devrait atteindre 1,4 % en 2025, avant de s'établir à 1,5 % en 2026, tandis que l'inflation reculerait progressivement à 2,1 %. La dette publique y resterait toutefois stable à des niveaux historiquement élevés, autour de 110 % du PIB.

Aux États-Unis, un net ralentissement de l'activité est attendu. La croissance passerait de 2,8 % en 2024 à 1,8 % en 2025, sous l'effet de la montée des barrières commerciales et de la détérioration de la confiance des entreprises. L'inflation y est désormais attendue à 3 %, alors que le ratio dette/PIB devrait dépasser 122,5 %.

Dans la zone euro, la croissance devrait plafonner à 0,8 % en 2025, avec une légère reprise à 1,2 % en 2026. L'inflation se stabiliserait à 2 %, en ligne avec les objectifs de la BCE. La dette publique y progresserait modérément, atteignant 89,7 % du PIB. En France, la situation reste préoccupante avec une croissance attendue de seulement 0,6 % en 2025, tandis que la dette publique

poursuivrait sa progression pour s'établir à 119,1 % du PIB.

Les économies émergentes et en développement affichent une croissance relativement plus soutenue, bien qu'elle aussi révisée à la baisse. Les prévisions indiquent une progression de 3,7 % en 2025 et 3,9 % en 2026, contre des anticipations initiales de respectivement 4,2 % et 4,3 %. L'inflation y reculerait, mais resterait supérieure à celle des pays avancés, en particulier dans les économies à forte dépendance énergétique ou alimentaire.

En Chine, la croissance ralentirait à 4 % en 2025, affectée par le repli du secteur immobilier, une demande extérieure affaiblie et l'impact des restrictions commerciales américaines. L'endettement global de l'État, incluant les entités locales, atteindrait 96,3 % du PIB.

Parmi les BRICS, les trajectoires économiques restent hétérogènes. Le Brésil enregistrerait une croissance de 2 %, avec une dette proche de 85 % du PIB. La Russie, malgré les sanctions, maintiendrait une activité modérée (1,5 %), tandis que l'Inde se distinguerait par une croissance vigoureuse estimée à 6,2 %, tirée par une forte consommation intérieure et les investissements publics.

L'Afrique subsaharienne évolue dans un environnement de pressions multiples : hausse des taux d'intérêt mondiaux, baisse des prix des exportations, accès restreint aux marchés financiers. Le FMI anticipe désormais une croissance régionale de 3,8 % en 2025, contre 4,2 % initialement prévues. L'inflation y reste élevée et hétérogène, dépassant 8 % dans plusieurs pays. Certains États, comme le Ghana ou le Kenya, présentent des situations de surendettement critique, tandis que d'autres, comme le Nigéria, subissent une forte instabilité des prix, avec une inflation dépassant 20 %.

L'inflation reste élevée et disparate, dépassant souvent 8 % dans les pays importateurs de denrées alimentaires et d'énergie. Le ratio dette/PIB régional oscille entre 60 et 65 %, avec des niveaux critiques observés au Ghana et au Kenya.

Au Nigéria, la croissance serait ramenée à 3 % en 2025, contre 3,4 % en 2024, alors que l'inflation continuerait de dépasser 20 %, alimentée par la dépréciation du Naira et la fin des subventions sur les produits pétroliers.

S'agissant de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), les projections de croissance font état d'un rythme modéré, à 2,4 % en 2025 puis 3,2 % en 2026.

La dynamique de croissance est mitigée, avec une croissance attendue à 2,4 % en 2025,

tirée par le Cameroun avec une croissance de plus de 3,6% et freinée par la récession annoncée en Guinée Équatoriale, conséquence de la baisse de la production pétrolière tandis que le Gabon montre des signes de ralentissement.

Toutefois, la dette publique de l'ensemble de la CEMAC devrait s'améliorer légèrement, passant de 60,2 % du PIB en 2024 à 59,2 % en 2025, selon les dernières estimations du FMI.

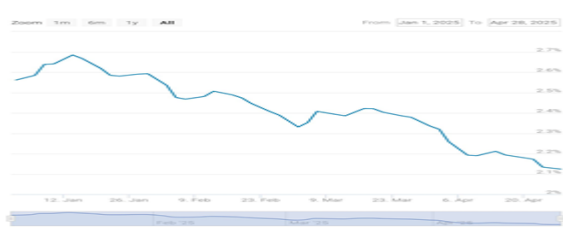
Evolution des principaux taux d'intérêt de référence

Graphique 1 : SOFR 6 mois



Source : Global rates

Graphique 2 : Euribor 6 mois



Source : Global rates

Tableau 0 : CIRR

Periode	15-févr.-24	15-mars-24	15-nov.-24	15-déc.-24	15-janv.-25	15-févr.-25	15-mars-25
	14-mars-24	14-avr.-24	14-déc.-24	14-janv.-25	14-févr.-25	14-mars-25	14-avr.-25
Monnaie / Maturité	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR
US Dollar < 5 years	5.11	5.33	4.90	5.21	5.22	5.33	5.22
> 5-8.5 years	4.98	5.19	4.91	5.23	5.25	5.43	5.28
> 8.5 years	5.03	5.21	4.99	5.29	5.32	5.53	5.37
Euro < 5 years	3.28	3.49	3.01	3.03	2.92	3.17	3.05
> 5-8.5 years	3.10	3.31	3.06	3.12	3.00	3.28	3.18
> 8.5 years	3.14	3.32	3.18	3.25	3.12	3.42	3.32
Source : OECDE							

I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.

Au premier trimestre 2025, l'économie camerounaise présente des perspectives globalement favorables, traduisant une certaine résilience dans un contexte mondial marqué par des incertitudes persistantes et une intensification des tensions géopolitiques. Cette orientation positive repose sur la vitalité de certains secteurs stratégiques, l'exécution d'un cadre budgétaire ambitieux, ainsi que la consolidation des appuis financiers extérieurs.

Le Budget de l'État pour l'exercice 2025, lancé officiellement le 15 janvier à Buea par le Ministre des Finances, Monsieur Louis Paul MOTAZE, s'élève à 7 317,7 milliards de FCFA. Il se décompose en un Budget Général de 7250,8 milliards de FCFA et des Comptes

d'Affectation Spéciale pour un montant de 66,9 milliards de FCFA. Cette enveloppe consacre des efforts substantiels à l'investissement public (1 863,1 milliards de FCFA, en hausse de 16,1 % par rapport à 2024), tout en garantissant la soutenabilité des finances publiques, à travers une allocation de 1 586,6 milliards de FCFA aux dépenses de personnel, 1 795 milliards de FCFA aux emprunts et 1 375,7 milliards de FCFA au service de la dette. Le budget intègre également des dotations spécifiques en faveur de la décentralisation (303,5 milliards de FCFA), des dépenses sensibles au genre (92,5 milliards de FCFA) et à la transition climatique (225,3 milliards de FCFA).

En appui à cette dynamique, le Fonds Monétaire International a approuvé en mars 2025 un nouveau décaissement de 73,5 millions de dollars US dans le cadre des programmes appuyés par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et le Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC). Ce nouveau décaissement porte le total des ressources mobilisées à 718,1 millions de dollars US, soit environ 425 milliards de FCFA. En parallèle, 45,9 millions de dollars US ont été débloqués dans le cadre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD), portant le total cumulé à 91,3 millions d'USD (près de 54 milliards de FCFA). Ces concours financiers visent à soutenir les efforts de relance, tout en accompagnant la transition verte du pays. Le FMI insiste toutefois sur l'urgence d'accélérer les réformes notamment fiscales, de renforcer le secteur financier et de lutter plus efficacement contre la corruption.

Dans ce contexte, les Rencontres Économiques du Cameroun (mars 2025) ont mis en exergue des axes stratégiques prioritaires, notamment la réforme fiscale et foncière, la promotion de l'agribusiness, la diversification énergétique et le renforcement de l'autonomie économique des collectivités territoriales.

Malgré ces avancées, le financement de l'économie demeure confronté à plusieurs contraintes, notamment la détérioration de l'accès aux marchés financiers, tant au niveau national qu'international, en raison de conditions de refinancement plus restrictives et de primes de risque en hausse. Cette situation complique les levées de fonds en monnaie locale et freine la mise en œuvre optimale des plans de financement. Par ailleurs, la non-mobilisation des ressources attendues à bonne date ayant généré des restes à payer, notamment à l'égard des fournisseurs de l'État et des entreprises adjudicataires de marchés publics, continue d'exercer une pression significative sur la trésorerie publique et d'affecter la chaîne de dépenses. Toutefois, ces tensions sont partiellement atténuées par le bon comportement des recettes fiscales, en particulier la TVA intérieure et les droits d'accises, qui affichent des bonnes performances au premier trimestre, soutenues par un renforcement des dispositifs de mobilisation.

Sur le plan des prix, l'économie nationale continue de faire face à des pressions inflationnistes modérées. Selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS), le taux d'inflation s'établit à 3,7 % en glissement annuel à fin mars 2025, contre 4,0 % en février, traduisant un léger ralentissement. Cependant, l'inflation moyenne sur douze mois demeure élevée à 4,4 %, au-dessus du critère de convergence communautaire de 3 % fixé dans la zone CEMAC. Cette inflation est alimentée principalement par la hausse des prix des produits alimentaires frais (+10,0 %), des transports (+10,2 %) et de l'énergie (+7,4 %). L'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes volatiles, reste relativement maîtrisée à 2,9 %. Par ailleurs, l'inflation est plus marquée sur les produits locaux (+4,5 %) que sur les produits importés (+3,8 %), avec d'importantes disparités régionales allant de 2,5 % à Bertoua à 7,4 % à Maroua.

Sur le plan de l'activité, les prévisions officielles font état d'une croissance du PIB réel de 3,9 % en 2025, légèrement révisée à la baisse par rapport aux 4,1 % initialement projetés, mais en amélioration par rapport au taux de 3,5 % enregistré en 2024. Cette performance est attribuable à la reprise de la demande intérieure, soutenue par la consommation des ménages, ainsi qu'à la mise en œuvre de projets structurants majeurs tels que la centrale hydroélectrique de Nachtigal et l'extension du port en eau profonde de Kribi, représentant un investissement cumulé estimé à près de 400 milliards de FCFA. Toutefois, la croissance est grevée par la contraction continue du secteur pétrolier (-4,3 %), consécutive au vieillissement des gisements d'hydrocarbures.

En somme, l'environnement économique national demeure contrasté : dynamique sur le plan structurel, mais sous tension sur le plan de la trésorerie publique. L'atteinte des objectifs macroéconomiques et budgétaires reste conditionnée à la maîtrise des risques de refinancement, à l'assainissement progressif de la dette intérieure, et à l'accélération des réformes structurelles en faveur de la diversification de l'économie et de la soutenabilité des finances publiques.

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Au 31 mars 2025, l'encours total de la dette du secteur public s'élève à 14 442 milliards de FCFA, représentant 44,7% du PIB. Par rapport aux mois et trimestres précédents, cet encours diminue de 1,4%, et progresse de 5,7% sur un an. Ces fluctuations traduisent une gestion active et prudente de la dette, en ligne avec les objectifs de la Stratégie d'Endettement à Moyen Terme 2025-2027, qui limite la dette publique à un maximum de 50% du PIB. La répartition de cet encours révèle que 92,8% concernent l'Administration Centrale, 7% les Entreprises et Établissements Publics, et 0,2% les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD's).

Tableau 1 : Encours de la dette du secteur public

Rubriques	31 Mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***
1. Dette extérieure	8 174	8 906	8 825	8 788	8 558
Multilatérale	4 065	4 410	4 402	4 403	4 325
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>1 364</i>	<i>1 529</i>	<i>1 509</i>	<i>1 509</i>	<i>1 482</i>
Bilatérale	3 021	3 084	3 025	2 993	2 876
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>269</i>	<i>295</i>	<i>295</i>	<i>295</i>	<i>295</i>
Commerciale	1 089	1 412	1 398	1 392	1 357
2. Dette intérieure	4 420	4 698	4 771	4 818	4 847
2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer et dette flottante)	3 518	3 750	3 824	3 871	3 900
Titres publics	1 865	1 988	2 066	2 114	2 153
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180	180	180	180	180
Dette structurée	843	938	933	933	923
Dette non structurée	53	67	67	67	67
2.2. Restes à payer de plus de 3 mois	441	536	536	536	536
2.3. Dette flottante de l'Administration Centrale	462	412	412	412	412
3. Dette Directe de l'Administration Centrale	12 594	13 604	13 596	13 606	13 405
<i>dont appui budgétaire total</i>	<i>1 633</i>	<i>1 824</i>	<i>1 804</i>	<i>1 804</i>	<i>1 778</i>
4. Dette des Entreprises et Etablissements publics	1 044	1 023	1 021	1 016	1 011
Dette extérieure directe des Entreprises et Etablissements publics	496	493	494	492	491
Dette intérieure auprès du système bancaire	353	336	333	329	326
Dette flottante des Entreprises et Etablissements publics	194	194	194	194	194
5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées	26	26	26.0	26.0	26.0
Dette extérieure directe des CTD's	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette intérieure directe des CTD's	10	10	10	10	10
Dette flottante des CTD's	16	16	16	16	16
6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat	4 902	4 899	4 899	4 899	4 899
Dette avalisée	7	3	3	3	3
Partenariats Publics Privés	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895
7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5)	13 664	14 653	14 643	14 648	14 442

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

L'encours de la dette directe de l'Administration Centrale atteint 13 405 milliards de FCFA, soit 41,5% du PIB. Il enregistre une hausse de 6,4% sur un an, malgré des baisses respectives de 1,4% en glissements trimestriel et mensuel. La dette de l'Administration Centrale est composée à 63,8% de dette extérieure contractée auprès de créanciers extérieurs et à 36,2% de dette intérieure, incluant les RAP. Cette répartition reflète une approche équilibrée et rigoureuse visant à garantir la soutenabilité de la dette tout, en répondant aux besoins de financement à court et moyen termes.

La dette directe des Établissements et Entreprises Publics s'élève à 1 011 milliards de FCFA, soit 3,1% du PIB, au 31 mars 2025. Cet encours diminue de 0,5% en variation mensuelle, de 1,2% sur un trimestre et de 3,1% sur un an. La répartition indique que 48,5% de cette dette est contractée auprès de créanciers extérieurs, 32,2% de dette intérieure auprès du système bancaire, et 19,3% de dette flottante.

Par ailleurs, les passifs conditionnels explicites de l'État sont évalués à 4 899 milliards de FCFA, équivalant à 15,2% du PIB. Ce montant, stable sur un mois et un trimestre, diminue légèrement de 0,1% sur un an. Ces passifs incluent 0,1% de dette garantie par l'État et 99,9% d'investissements réalisés dans le cadre des PPP, soulignant l'importance croissante de ce mécanisme de financement.

Enfin, la dette des CTD'S demeure stable à 26 milliards de FCFA, dont 60,8% sont constitués de dette flottante. Les efforts se poursuivent pour améliorer la comptabilisation de cette dette, grâce à une collaboration entre le Ministère des Finances, le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, ainsi que le Comité National des Finances Locales.

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Sur les trois premiers mois de l'année, l'encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale est estimé à environ 8 557,7 milliards de FCFA, soit 26,5% du PIB. Cet encours a enregistré des baisses successives de 2,6% par rapport au mois précédent, de 3,9% en glissement trimestriel et une augmentation de 4,7% en glissement annuel. Il se compose de 50,5% de dette multilatérale, 33,6% de dette bilatérale et 15,9% de dette commerciale.

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

Rubriques	31 Mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***
Multilatéral	4 064,9	4 409,8	4 402,0	4 402,8	4 324,8
BAD	655,7	716,2	724,2	722,2	717,8
dont appuis budgétaires PEF	166,7	218,6	218,6	218,6	218,6
appuis budgétaires COVID-19	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7
PARPAC	23,3	53,0	53,0	53,0	41,2
BADEA	31,2	33,0	32,9	32,8	30,8
BDEAC	21,8	21,6	21,6	26,7	26,7
BID	424,7	430,6	427,6	427,6	419,8
BIRD	310,4	328,2	328,2	329,6	329,6
dont appuis budgétaires PEF	9,0	9,4	9,4	9,3	9,0
FAD	412,9	436,6	436,7	437,0	425,0
FIDA	63,8	68,8	68,8	68,4	66,2
FMI	862,7	921,9	902,0	904,2	880,6
dont appuis budgétaires PEF 2017-2020	296,5	266,7	247,1	247,8	241,3
appuis budgétaires COVID-19	222,1	227,9	227,8	228,3	222,4
appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023	114,7	132,9	132,9	133,2	129,7
appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2022	229,5	265,9	265,7	266,4	259,4
appuis budgétaires FRD 2024-2025	-	28,5	28,5	28,5	27,8
FS OPEP	8,4	6,3	6,2	6,2	5,8
IDA	1 244,0	1 420,5	1 421,7	1 421,9	1 397,1
dont appuis budgétaires PEF	244,6	280,0	279,9	277,9	275,3
UE	29,2	26,1	26,1	26,1	25,4
Bilatéral	3 020,6	3 084,2	3 024,6	2 992,9	2 875,5
ALLEMAGNE	15,7	14,5	14,5	14,5	14,5
Belgique	7,3	6,1	6,1	6,1	6,1
Espagne	1,0	0,7	0,7	0,7	0,7
FRANCE	772,5	725,6	712,6	712,6	706,9
dont appuis budgétaires PEF	268,9	295,2	295,2	295,2	295,2
dont C2D	25,2	12,0	12,0	12,0	12,0
JAPON	33,9	52,2	53,5	55,0	52,1
NORVEGE (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	17,3	12,9	12,9	12,9	12,9
SUISSE	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2
ARABIE SAOUDITE	7,2	6,9	6,9	6,9	6,3
CHINE	3,1	3,2	3,2	3,2	3,1
COREE DU SUD	46,7	44,4	44,9	44,7	42,7
EXIMBANK DE CHINE	1 970,9	2 071,8	2 024,9	1 998,0	1 900,4
EXIMBANK TURQUE	57,4	53,8	53,8	47,7	45,7
INDE	76,7	82,1	81,0	80,9	74,9
KOWEÏT	10,6	9,7	9,4	9,3	9,0
Commercial	1 088,8	1 412,2	1 398,3	1 392,2	1 357,4
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	196,8	210,9	210,9	210,8	208,8
Bank of China	77,4	69,8	69,8	61,8	56,4
Belfius	46,9	43,4	43,4	43,1	40,2
BMCE Bank	5,6	2,3	2,3	2,3	2,3
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-
CITI GROUP	-	348,3	348,1	347,6	333,3
Comercial-eurobond	511,1	480,2	480,2	480,2	480,2
dont Eurobond 2015	61,8	30,9	30,9	30,9	30,9
Eurobond 2021	449,3	449,3	449,3	449,3	449,3
Commerz bank Allemagne	24,8	18,4	18,4	18,4	17,6
Deutsche banque Espagne	17,0	27,4	26,4	26,4	26,4
Inter Islamic trade Finance Corporation	38,1	33,8	21,1	27,1	23,6
INTESA SANPAOLO SPA	45,9	42,7	42,7	42,7	39,6
Raiffeisen Bank Inter AG	5,1	4,8	4,8	4,8	4,6
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK	18,8	16,4	16,4	16,4	14,1
Standard Chartered Londres	100,3	109,6	109,6	106,5	106,0
UNICREDIT	0,9	4,2	4,2	4,2	4,2
Total Général	8 174,3	8 906,2	8 824,9	8 787,8	8 557,7

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

La dette envers les créanciers multilatéraux s'élève à 4 324,8 milliards de FCFA, dont 1 482 milliards de FCFA sous forme d'appuis budgétaires. La Banque mondiale (IDA et BIRD) demeure le principal créancier multilatéral, détenant 39,9% de cette dette, soit 20,2% de la dette extérieure totale. Ensuite, le groupe de la Banque Africaine de Développement (FAD et BAD) représente 26,4% de la dette multilatérale et 13,4% de la dette extérieure. Enfin, le FMI constitue un acteur clé, avec 20,4% de la dette multilatérale et 10,3% de la dette extérieure totale, excluant les allocations des Droits de Tirage Spéciaux (DTS).

Par ailleurs, la dette bilatérale est estimée à 2 875,5 milliards de FCFA. Elle provient principalement de la Chine, qui détient 66,2% de cette dette, représentant ainsi 22,2% de la dette extérieure totale. En outre, la France occupe la deuxième place parmi les créanciers bilatéraux, avec une part de 24,6% de la dette bilatérale et 8,3% de la dette extérieure.

Enfin, la dette commerciale atteint 1 357,4 milliards de FCFA. Plus précisément, 35,4% de cette dette proviennent des eurobonds émis en 2015 et 2021, soit 5,6% de la dette extérieure totale. De plus, 24,6% sont dus à Citi Group, représentant 3,9% de la dette extérieure totale. Ces emprunts commerciaux, bien que moins dominants en volume, jouent un rôle stratégique dans le financement des projets publics et la diversification des sources de financement.

II.1.2. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES

L'encours de la dette rétrocédée est de 889,7 milliards de FCFA, représentant 2,8% du PIB, sur un montant total engagé de 1 518 milliards de FCFA. Ce montant est réparti entre 11 entreprises et établissements publics bénéficiaires, représentant 6,6% de la dette directe de l'Administration Centrale. En termes d'évolution, cet encours enregistre des baisses de 6,1% et de 7,4% respectivement en glissements trimestriel et annuel.

Tableau 3 : Encours de la dette publique rétrocédée

N° d'ordre	Structure bénéficiaire	Nom du projet	Bailleurs	Date de signature de l'accord de financement	Devise	Montant du financement en devise	Montant du financement	Encours au 31/03/2024	Encours au 31/12/2024	Encours au 31/03/2025
Montants en milliards de FCFA										
1	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala	EXIMBANK China	13/11/2007	CNY	171 000 000.00	14	5.2	4.7	3.8
2	CAMWATER	PDUE	IDA	15/11/2007	XDR	10 900 000.00	9	36.0	36.5	35.2
3	CAMWATER	PAEPA - MSU	FAD	13/05/2009	FUA	29 440 000.00	24	22.3	22.6	22.0
4	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala Phase 2	Eximbank China	05/11/2009	USD	97 130 000.00	57	29.8	28.5	24.8
5	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (1ère tranche).	DEXIA	07/12/2009	EUR	10 537 343.00	7	-	-	-
6	CAMWATER	Projet de reconstruction d'une station de traitement d'eau potable à Yaoundé et remise en état et extension des réseaux et des infrastructures de transport et de distribution d'eau potable à Yaoundé, Edéa, Bertoua et Ngaoundéré	BEI	30/12/2009	EUR	40 000 000.00	26	7.1	5.2	5.2
7	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (2 et 3 ère tranche) (8 villes et centre de LIMBE).	DEXIA	11/01/2011	EUR	17 042 079.90	11	0.0	-	-
8	CAMWATER	PDUE Financement additionnel	IDA	29/12/2010	XDR	8 345 604.66	7	6.1	6.2	6.0
9	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (4ème tranche).	DEXIA	16/03/2012	EUR	11 457 250.29	8	1.0	0.7	0.3
10	CAMWATER	Projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (Phase 1 Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangmélima)	Eximbank China	30/10/2013	CNY	1 059 000 000.00	89	69.9	68.4	62.4
11	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (5ème tranche).	DEXIA	13/02/2014	EUR	14 050 311.68	9	2.9	2.4	1.9
12	CAMWATER	Densification des réseaux d'eau potable dans 11 villes au Cameroun	BELFIUS	25/07/2014	EUR	21 211 755.54	14	7.0	5.8	5.8
13	CAMWATER	Projet de réhabilitation de 14 systèmes d'eau potable	Belfius	27/10/2015	EUR	44 556 000.00	29	17.6	16.4	15.1
14	CAMWATER	Adduction en eau potable à Meyomessalla, Nkongamba, Melong	Eksporkredit Norge	13/01/2017	EUR	57 525 400.00	38	17.3	12.9	12.9
15	CAMWATER	Projet d'adduction en eau potable 9 villes Phase 2	Eximbank Chine	22/03/2018	CNY	594 000 000.00	50	15.0	15.5	14.9
Total CAMWATER							392	237.0	225.6	210.4
16	CAMTEL	CDMA	EXIMBANK China	31/01/2007	CNY	350 000 000.00	29	7.6	6.6	5.1
17	CAMTEL	Backbone	EXIMBANK China	08/07/2009	USD	52 050 000.00	31	16.0	15.2	13.3
18	CAMTEL	National BroadBand Network	EXIMBANK China	19/07/2012	USD	168 300 000.00	99	69.6	68.2	65.3
19	CAMTEL	Backbone Expansion	EXIMBANK China	22/01/2015	CNY	513 000 000.00	43	35.1	34.5	31.7
20	CAMTEL	National BroadBand Network Phase 2	EXIMBANK China	08/12/2015	USD	337 121 984.15	199	174.9	174.9	160.4
TOTAL CAMTEL							402	303.1	299.4	275.7
21	SODECOTTON	Projet de développement coton et cultures (PDICV)	BID	04/04/2012	EUR	11 390 000.00	7	4.8	4.7	4.7
22	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2018/2019	ITFC	27/12/2018	EUR	98 000 000.00	64	-	-	-
23	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2019/2020	ITFC				64	35.5	22.3	22.3
24	SODECOTTON	Financement du projet d'importation d'engrais	BADEA	27/12/2018	USD	25 000 000.00	15	0.4	0.5	0.4
25	SODECOTTON	Financement de la modernisation des huileries de la SODECOTON	BADEA	28/12/2018	USD	10 000 000.00	6	-	-	-
TOTAL SODECOTTON							157	40.7	27.5	27.5
26	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	22/02/2001	USD	12 000 000.00	7	2.0	1.8	1.5
27	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	ING	25/08/2004	EUR	14 963 685.50	10	-	-	-
28	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	12/05/2009	USD	6 000 000.00	4	2.2	2.1	2.0
TOTAL CNIC							21	4.2	3.9	3.5
29	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	AFD	31/07/2012	EUR	60 000 000.00	39	38.1	36.8	35.5
30	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	BEI	07/09/2012	EUR	30 000 000.00	20	10.7	10.1	9.4
31	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	IDA	31/07/2012	XDR	85 200 000.00	68	63.7	64.7	62.5
32	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	28/02/2019	EUR	13 700 000.00	9	4.3	5.6	6.0
33	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	28/02/2019	EUR	11 200 000.00	7	3.3	4.5	4.9
TOTAL EDC							144	120.2	121.8	118.3
34	CAMPOST	E-POST	EXIMBANK China	21/07/2011	CNY	433 000 000.00	36	22.7	21.9	19.7
35	SIC	1500 Logements sociaux	EXIMBANK China	12/01/2011	CNY	450 000 000.00	38	22.9	22.0	19.7
36	CCAA	PDST AERIEN	IBRD	20/04/2017	EUR	46 363 447.00	30	89	85	85
37	SONATREL	Projet de relise à niveau de réseau de transport d'électricité	IBRD	07/06/2017	EUR	291 100 000.00	191	107.4	128.8	128.8
38	SONARA	Projet d'importation du pétrole brut *	ITFC	19/02/2018	EUR	68 000 000.00	45	0.0	0.0	0.0
39	SONARA	Projet d'importation du pétrole par la SONARA*	ITFC	31/12/2021	EUR	83 500 000.00	55	9.7	10.9	1.8
40	ALUCAM	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premiere	ITFC	29/05/2023	USD	15 000 000.00	9	3.7	0.6	3.1
TOTAL EMPRUNTS RETROCEDES							1 518	960.5	947.3	889.7

* prêts à court terme constitués en ligne de crédit revolving. Les montants recouverts ne sont pas des montants brutes mais sont en net.

Source : CAA

II.1.3. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.3.1. ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

Au premier trimestre de l'année, la dette intérieure de l'Administration Centrale, hors Restes à payer de plus de trois mois, s'élève à 3 900,2 milliards de FCFA, représentant 12,1% du PIB. Cet encours enregistre des hausses successives de : (i) 0,8% par rapport au mois dernier, (ii) de 4,0% par rapport au trimestre dernier, et (iii) de 10,9% en glissement annuel due à la prise en compte des dettes marketers en décembre 2024 .

Tableau 4 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer

Rubriques	31 Mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***
Titres Publics	1 865.2	1 987.7	2 066.4	2 113.6	2 153.2
Bons de Trésor Assimilable	447.8	496.5	575.2	622.4	662.0
OTA	1 006.2	1 080.0	1 080.0	1 080.0	1 080.0
OTA 2 ans	76.7	76.7	76.7	76.7	76.7
OTA 3 ans	53.2	98.9	98.9	98.9	98.9
OTA 4 ans	20.0	183.4	183.4	183.4	183.4
OTA 5 ans	603.2	442.9	442.9	442.9	442.9
OTA 6 ans	105.6	130.6	130.6	130.6	130.6
OTA 7 ans	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7
OTA 10 ans	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9
OT	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2
ECMR 6.25% 2022-2029	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0
ECMR 2023 - multitranches	176.200	176.200	176.2	176.2	176.2
Emprunt consolidé BEAC	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0
Dettes Structurées	843.0	938.5	933.4	933.4	922.9
Dettes Structurées Bancaires	302.0	279.0	276.7	276.7	270.9
Dettes Bancaires Titrisées	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
ECOBANK	25.6	19.6	17.8	17.8	16.6
PLANUT 1	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
PLANUT 2	20.8	14.8	13.0	13.0	11.8
PLANUT 2 - substitue BCFI - tranche A	5.0	2.5	2.5	2.5	1.3
PLANUT 2 - substitue BCFI - tranche B	15.8	12.3	10.5	10.5	10.5
SIC-COFFOR	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
BGFI	8.2	5.3	5.3	5.3	4.8
PLANUT	5.7	3.4	3.4	3.4	2.9
STADE JAPOMA	2.6	1.8	1.8	1.8	1.8
Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)	196.1	182.2	181.6	181.6	178.6
PLANUT	38.6	10.9	10.9	10.9	10.9
Cession de créance GREEN OIL	-	-	-	-	-
Cession de créance PAD	66.3	59.2	59.2	59.2	56.2
Cession de créance PAD 2024	16.9	20.0	20.0	20.0	20.0
Cession de créance PAK 2021	23.3	13.8	13.8	13.8	13.8
Cession de créance PAK 2022	15.4	17.1	17.1	17.1	17.1
Cession de créance PAK 2024	24.0	11.0	10.4	10.4	10.4
Cession de créance CAMTEL	27.0	18.3	18.3	18.3	18.3
Cession de créance CSPH	5.0	27.0	27.0	27.0	27.0
Cession de créance CDC	0.2	5.0	5.0	5.0	5.0
UBA	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
STADE OLEMBE	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
CCA BANK	6.9	16.3	16.3	16.3	15.3
Cession de créance CSPH	-	11.4	11.4	11.4	11.4
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	6.9	4.9	4.9	4.9	3.8
CREDIT FONCIER	24.7	24.2	24.2	24.2	24.2
LOGEMENTS SOCIAUX	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9
SIC-ETAT SIEGE	15.8	15.3	15.3	15.3	15.3
SCB	7.3	4.8	4.8	4.8	4.8
Pénetrante Est Douala	7.3	4.8	4.8	4.8	4.8
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	31.3	24.7	24.7	24.7	24.7
Cession de créances ENEO 2020	11.4	1.7	1.7	1.7	1.7
Cession de créances ENEO 2021 - Pool de 6 banques	15.4	8.0	8.0	8.0	8.0
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	4.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Cession de créances NEPTUNE OIL	-	-	-	-	-
Cession de créance CDC	-	15.0	15.0	15.0	15.0
Dettes structurées non bancaires	540.99	659.43	656.7	656.7	652.0
Dettes titrisées	34.73	40.53	39.81	39.81	39.47
Dettes croisées et B.T.P titrisées	34.7	40.5	39.8	39.8	39.5
Droits sociaux ex CAMAIR (16/09/08)	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Droits sociaux ex BIAOC	20.0	18.5	18.5	18.5	18.5
PAD	13.5	6.0	6.0	6.0	6.0
SONARA	0.9	20.0	20.0	20.0	20.0
CFRHC	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Dettes non titrisées	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Dettes B.T.P non titrisées	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Dettes vis-à-vis des Ent. Publi. et Parapubliques	426.17	467.36	465.86	465.86	462.24
CNPS	132.2	156.4	156.4	156.4	156.4
Antennes conventions	69.6	69.6	69.6	69.6	69.6
Immeuble ministériel - CNPS	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7
Avance de trésorerie N°1	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Avance de trésorerie N°2	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Avance de trésorerie N°3	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9
Avance de trésorerie N°4	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Reprise de dette CDC	2.95	2.95	2.95	2.95	2.95
ALUCAM	1.9	28.4	28.4	28.4	27.8
PAD	-	-	-	-	-
Paiement guichet CAA	1.9	0.6	0.6	0.6	0.6
Paiement guichet DGTFCM	6.1	27.8	27.8	27.8	27.8
Convention N°s dettes croisées Etat-PAD	6.1	7.6	7.6	7.6	7.6
PAK	172.2	165.7	165.7	165.7	163.7
CAMTEL	3.5	2.5	2.5	2.5	2.5
CAMWATER	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
EDC	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
SOPECAM	18.7	18.7	18.7	18.7	18.7
CDE/CAMWATER	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
CAMRAIL	29.9	27.9	27.9	27.9	26.9
SIC	19.2	17.2	17.2	17.2	17.2
CAMPOST	21.8	20.8	20.8	20.8	20.8
SONATREL	79.22	150.67	150.17	150.17	149.42
Dettes vis-à-vis des Ent. Privées	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	40.1	40.1	40.1	40.1	40.1
ENE0	21.1	15.6	15.1	15.1	14.3
G.I.D.E.P.P.E	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
PAC INTERNATIONAL	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7
HYSACAM	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
LES MINOTERIES DU CAMEROUN	3.9	80.8	80.8	80.8	80.8
MARKETERS	3.9	80.8	80.8	80.8	80.8
CORLEY	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
AFRICA PETROLEUM	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
BAJ SERVICE	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2
BLESSING PETROLEUM	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
GLOBAL PETROLEUM	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
KORI OIL	13.8	13.8	13.8	13.8	13.8
NEPTUNE OIL	0.5	1	1	1	1
OLA - Energy	3.0	3	3	3	3
PLANET PETROLEUM	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
TOTAL	19.1	19	19	19	19
TRADEX	-	6.0	6.0	6.0	6.0
GREEN OIL	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
Autres conventions	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
Dettes Non Structurées	52.6	67.2	67.2	67.2	67.2
Dettes Commerciales	10.9	10.7	10.7	10.7	10.7
Dettes Locatives	10.5	10.5	10.5	10.5	10.5
Indemnités	21.4	21.2	21.2	21.2	21.2
Reprise de dette CDC	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8
Autres Dettes Non Structurées	9.8	9.1	9.1	9.1	9.0
Total Général	3 517.7	3 750.3	3 823.9	3 871.1	3 900.2

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

Cette dette est répartie comme suit : (i) 55,2% de titres publics, qui jouent un rôle clé dans le financement domestique ; (ii) 23,7% de dette structurée, résultant d'accords spécifiques organisés ; (iii) 14,8% de dette consolidée auprès de la BEAC, témoignant de mécanismes de réaménagement financier avec la banque centrale et (iv) 1,7% de dette non structurée, regroupant des engagements divers non formalisés.

II.1.3.2. RESTES A PAYER (RAP)

L'encours des Restes à Payer (RAP) du mois de décembre 2024, précédemment évalué à environ 679,8 milliards de FCFA, a été actualisé par la Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire à fin mars 2025 à 853,7 milliards de FCFA, dont 62,7% correspond aux RAP de plus de 3 mois et 37,3% aux RAP de moins de trois mois.

La situation des Restes à Payer des trois (03) premiers mois de l'année 2025 n'ayant pas encore été arrêté, l'encours des Restes à Payer du mois de fin mars 2025 demeure identique à celui arrêté à fin décembre 2024, dans l'attente d'informations actualisées et, enregistre une hausse de 37,4% par rapport à mars 2024. Le montant des RAP de plus de trois mois inclus dans l'encours de la dette publique, se chiffre à environ 537,7 milliards de FCFA, soit une augmentation de 21,6% en glissement annuel.

Tableau 5 : Encours des Restes à Payer

Libellé	31 Mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***
Montants en milliards de FCFA					
Restes à Payer de plus de trois mois	440.5	535.7	535.7	535.7	535.7
BIENS ET SERVICES	136.2	260.4	260.4	260.4	260.4
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	101.1	88.3	88.3	88.3	88.3
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	14.3	28.5	28.5	28.5	28.5
AUTRES TRANSFERTS	89.2	73.5	73.5	73.5	73.5
SUBVENTION	62.2	51.2	51.2	51.2	51.2
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	36.1	31.5	31.5	31.5	31.5
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	1.4	2.2	2.2	2.2	2.2
Restes à Payer de moins de trois mois	181.0	318.0	318.0	318.0	318.0
BIENS ET SERVICES	3.1	126.3	126.3	126.3	126.3
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	5.2	46.0	46.0	46.0	46.0
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	7.2	17.4	17.4	17.4	17.4
AUTRES TRANSFERTS	115.1	62.3	62.3	62.3	62.3
SUBVENTION	45.8	24.8	24.8	24.8	24.8
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	4.7	41.2	41.2	41.2	41.2
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-	-	-	-	-
TOTAL Restes à Payer	621.5	853.7	853.7	853.7	853.7

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGTCFM/CAA/CNDP

II.1.3.3. DETTE FLOTTANTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

L'encours de la dette flottante est estimé à 411,5 milliards de FCFA au 31 mars 2025. Ce montant est stable par rapport à fin décembre 2024, mais en diminution de 10,8% sur un an. Cet encours se compose principalement de 73,7% de dette salariale, suivie de 16,9% de dette commerciale, 6,7% de dette fiscal-douanière, 2,2% de dette locative, 0,4% de dette sociale et 0,1% d'indemnités.

Tableau 6 : Encours de la dette flottante

Dette flottante de l'Administration centrale	31 mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***
Montant en milliards de FCFA					
Dette salariale	303,3	303,3	303,3	303,3	303,3
Dette fiscal-douanière	77,6	27,6	27,6	27,6	27,6
Dette commerciale	69,5	69,5	69,5	69,5	69,5
Dette académique	-	-	-	-	-
Dette locative	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1
Dette sociale	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Indemnités	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total	461,5	411,5	411,5	411,5	411,5

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGB/CAA

II.2. DETTE DES DEMEMBREMENTS DE L'ETAT

II.2.1. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

La dette directe des entités publiques, en complément de la dette rétrocédée par l'État, est estimée à 1 011,2 milliards de FCFA, soit 3,1% du PIB au 31 mars 2025. Elle est constituée à 48,5% de dette extérieure, à 32,2% de dette intérieure incluant les dettes fournisseurs de la SONARA et à 19,2% de dette flottante.

II.2.1.2. DETTE DIRECTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS (hors dette flottante)

L'encours de la dette intérieure des Entreprises et Établissements Publics atteint 326,1 milliards de FCFA, enregistrant des baisses successives de 0,9% par rapport au mois précédent, de 2,8% en glissement trimestriel et de 7,6% en glissement annuel. La SONARA est le principal débiteur de cette catégorie, avec une dette (bancaire et fournisseurs) de 217,4 milliards de FCFA, représentant 66,7% de l'ensemble.

Tableau 7 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

Dette financière Intérieure des entreprises publiques et parapubliques	31 mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 Janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 Mars 2025 ***
SCDP	-	-	-	-	-
SONARA	239,9	223,2	221,2	219,3	217,4
SONARA Dette Bancaire	211,1	194,3	192,4	190,5	188,5
SONARA Dette Fournisseur	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8
CAMAIIR-CO	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4
CAMTEL	19,1	22,2	21,8	20,6	19,8
CAMWATER	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
CDC	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
FEICOM	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6
MEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAD	9,7	5,6	4,9	4,6	4,2
Total Dette intérieure	353,5	335,6	332,7	329,2	326,1
*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation					

Source : CTR/CAA

II.2.1.3. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS, NON AVALISÉE PAR L'ETAT

Au 31 mars 2025, la dette extérieure directe des Entreprises et Établissements Publics est estimée à 490,8 milliards de FCFA, y compris les dettes fournisseurs et d'exploitation de la SONARA et de la CAMAIIR-CO, représentant 95,7% de l'encours total de la dette extérieure des entités publiques. Cette dette est en diminution de 0,3% par rapport au mois précédent et de 1,1% par rapport à mars 2024.

Tableau 8 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

Dette financière extérieure des entreprises publiques et parapublique	31 mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***
Montants en Milliards de FCFA					
ADC	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4
SONARA	412,4	410,5	411,6	409,9	408,2
CAMAIIR-CO	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6
PAD	10,9	9,6	9,6	9,6	9,6
TOTAL	496,3	493,0	494,2	492,5	490,8
* données définitives *** données					
² Prend en compte la dette fournisseur et la dette d'exploitation					

Source : CTR/CAA

II.2.1.4. DETTE FLOTTANTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

En ce qui concerne la dette flottante, elle est évaluée à environ 194,4 milliards de FCFA au 31 mars 2025, identique à la précédente évaluation. Elle se répartit comme suit : (i) 71,0% de dette fiscal-douanière, (ii) 19,3% de dette commerciale, (iii) 8,1% de dette académique, (iv) 1,6% de dette sociale, et (v) 0,001% de dette locative.

Tableau 9 : Encours de la dette flottante des entreprises et établissements publics

Dettes flottantes des Entreprises et Etablissements Publics	31 mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***
Montant en milliards de FCFA					
Dettes salariales	-	-	-	-	-
Dettes fiscal-douanières	138,1	138,1	138,1	138,1	138,1
Dettes commerciales	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
Dettes académiques	15,7	15,7	15,7	15,7	15,7
Dettes locatives	0,002	0,002	0,002	0,002	0,002
Dettes sociales	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1
Indemnités	-	-	-	-	-
Total	194,4	194,4	194,4	194,4	194,4

Source : DGB/CAA

II.2.2. DETTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (CTD's)

II.2.2.1. DETTE INTERIEURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (hors dette flottante et dette FEICOM)

L'encours recensé de la dette financière intérieure des CTD'S est estimé à environ 10,2 milliards de FCFA, conformément aux précédentes évaluations. Cette dette résulte de deux conventions conclues auprès de la United Bank of Africa (UBA).

Comme indiqué précédemment, les travaux pour retracer cette dette se poursuivent.

Tableau 10 : Encours de la dette financière intérieure recensée des CTD's

CREANCIER	CTD BENEFICIAIRE	Encours au 31 mars 2024 ***	Encours au 31 décembre 2024 ***	Encours au 31 janvier 2025 ***	Encours au 28 février 2025 ***	Encours au 31 mars 2025 ***
UBA	MAIRIE DE LA VILLE DE DOUALA	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA		10,2	10,2	10,2	10,2	10,2

Source : CAA

II.2.2.2. DETTE FLOTTANTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

A la fin du premier trimestre 2025, l'encours de la dette flottante des CTD'S demeure inchangé par rapport aux estimations du 31 décembre 2024, s'élevant à 15,8 milliards de FCFA. Cette dette se répartit comme suit : (i) 92,9% de dette commerciale, (ii) 6,3% de dette sociale, (iii) 1,2% de dette fiscal-douanière, et (iv) 0,02% de dette locative.

Tableau 11 : Encours de la dette flottante des CTD's

Dettes flottantes des CTD's	31 mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***
Montant en milliards de FCFA					
Dettes salariales	-	-	-	-	-
Dettes fiscal-douanières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Dettes commerciales	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7
Dettes académiques	-	-	-	-	-
Dettes locatives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes sociales	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Indemnités	-	-	-	-	-
Total	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8

Source : CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT

A fin mars 2025, les passifs conditionnels explicites de l'État, comprenant la dette avalisée et les PPP, sont estimés à 4 898,6 milliards de FCFA, dont 99,5% concernent les partenariats publics-privés actifs.

II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

L'encours de la dette avalisée est estimé à 3,5 milliards de FCFA, soit 0,01% du PIB, correspondant aux précédentes estimations. Cet encours enregistre une baisse de 51,3% par rapport à l'année précédente, et ne présente aucune variation par rapport aux mois et trimestres précédents.

Tableau 12 : Encours de la dette avalisée par l'Etat

N°	CREANCIER	ENTREPRISE BENEFICIAIRE	31 mars 2024 *	Encours au 31 décembre 2024 *	31 janvier 2025 **	28 février 2025 **	31 mars 2025 **
1	AFD	PAD	0,2	-	-	-	-
2	AFDB	KPDC	3,0	1,5	1,5	1,5	1,5
3	BDEAC	KPDC	1,1	0,5	0,5	0,5	0,5
4	EIB	KPDC	2,9	1,5	1,5	1,5	1,5
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA			7,2	3,5	3,5	3,5	3,5

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : MINFI/CAA

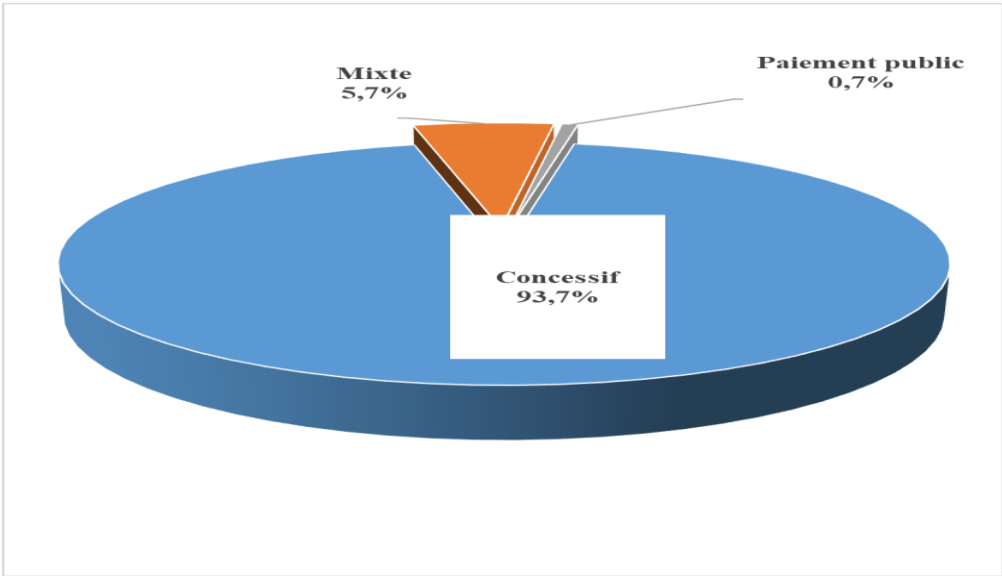
II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Sous réserve de mise à jour des données par le CARPA et les entités sectorielles concernées, le montant total des investissements réalisés sous forme de PPP est estimé à 4 895,1 milliards de FCFA.

Cette évaluation ne prend pas en compte le projet de construction de la voie ferrée reliant le Cameroun au Congo, qui se divise en plusieurs phases, avec un coût global évalué à 5 400 milliards de FCFA.

Le portefeuille des PPP se divise en trois principales catégories : les PPP concessifs, qui représentent la majorité avec 93,7% du total, suivis des PPP mixtes avec 5,7%, et enfin les PPP à paiement public, qui ne représentent que 0,7%.

Graphique 3 : répartition du montant total des PPP selon ses différentes formes



Source : CAA/ CARPA /CNDP

Afin de mieux encadrer les engagements liés aux PPP et de limiter les risques associés, une nouvelle loi régissant le régime général des contrats a été adoptée en juillet 2023. Cette réforme a pour objectif de renforcer la réglementation et la gouvernance des projets PPP au Cameroun.

Tableau 13 : Liste des projets signés sous forme de PPP

0	Objet du projet	Partenaire public	Date de signature	Type de PPP	Montant de l'investissement au 31 Mars 2024 ***	Montant de l'investissement au 30 novembre 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 décembre 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 Janvier 2025 ***	Montant de l'investissement au 28 Février 2025 ***	Montant de l'investissement au 31 Mars 2025 ***
1	Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun	MINFI	signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017	Paiement public	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4
2	Kiosques urbains dans la ville de Douala (1400 kiosques)	CUD		Concessif	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8
3	Construction de 6 immeubles de rapport à Okolo-Yaoundé	CNPS	13/04/2017	Mixte	11	11	11	11	11	11
4	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6
5	Projet de mise en place de la couverture santé universelle	MINSANTE	27/08/2020	Concessif	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47
6	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	MINTP	18/05/2020	Paiement public	0	0	0	0	0	0
7	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé	CUY		Concessif	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
8	Projet de financement, conception, construction, aménagement, exploitation et maintenance d'entrepôts publics au Port de Douala-Bonabéri	CCIMA	01/06/2022	Concessif	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18
9	Contrôle des axes routiers en vue de la réduction des accidents	MINT	18/02/2022	Concessif	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
10	Projet de réalisation de Centres hospitaliers ambulatoires à Bertoua et à Douala	MINSANTE	02/12/2021	Concessif	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
11	projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi	MINT	24/02/2022	Concessif	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0
Total (CARPA)					2 206,5	2 206,5	2 206,5	2 206,5	2 206,5	2 206,5
1	Projet de construction du barrage hydroélectrique de NACHTIGAL	NHPC - Nachtigal Hydro Power Company	01/11/2018	Concessif	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1
2	Projet de construction du Terminal à conteneur du Port de Kribi	MINT et PAK	27/07/2017	Concessif	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5
3	construction de magasin de Cale	PAD	01/07/2021	Concessif	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0
4	Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi	MINT et PAK	25/02/2022	Concessif	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4
5	Construction du Terminal à marchandise générale	PAK	12/07/1905	Concessif	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6
6	Construction, gestion et maintenance du marché Congo à Douala	Communauté Urbaine de Douala	12 septembre 2012	Concessif	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8
7	Réhabilitation du laboratoire central de l'hôpital général de Yaoundé	Hôpital Général de Yaoundé	17 août 2015	Paiement public	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
8	Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m³ d'eau /jour dans la ville de Yaoundé	ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie	01/12/2014	Concessif	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0
9	Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé	MINT/CUY	31/08/2016	Mixte	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0
10	Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala	HGD	12/10/2017	Paiement public	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
11	Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Gaulle à Douala	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)	23 octobre 2017	Concessif	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0
12	Gare routière de SODIKO	CUD	28/07/2017	Concessif	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
13	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4
14	Projet d'exploitation industrielle du gisement de fer Lobe-Kribi	MINMIDT	06/05/2022	Concessif	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0
15	Pour Mémoire, le projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo constitué pour la partie camerounaise des phases ci-après : (i) Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi d'un montant de 202,4 milliards de FCFA; (ii) projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi d'un montant de 2 001,0 milliards de FCFA	MINT et PAK	06/05/2022	concessif	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0
Total Général					4 895,1	4 895,1	4 895,1	4 895,1	4 895,1	4 895,1

Source : CAA/CARPA/CNDP

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de mars 2025, l'Administration Centrale a déboursé 80,1 milliards de FCFA pour le règlement du service de la dette hors Restes à Payer et dette flottante, dont 65,0 milliards de FCFA (81,1%) pour le remboursement du principal et 15,1 milliards de FCFA (18,9%) pour le paiement des intérêts et commissions.

Ce service enregistre une augmentation de 3,8% en glissement annuel contre des baisses respectives de 10,6% et 14,1% en glissement trimestriel et annuel.

Sur les trois premiers mois de l'année, le service de la dette cumulé s'élève à 321,9 milliards de FCFA, répartis à hauteur de 94,3% pour la dette extérieure et 5,7% pour la dette intérieure, ce qui correspond à 18,4% du montant total de 1 753,9 milliards de FCFA prévu dans la Loi des Finances 2025.

En termes d'évolution, ce service de la dette réglée au cours du premier trimestre 2025 enregistre une hausse de 1,2% par rapport à la même période en 2024.

Tableau 14 : Service de la dette publique en milliards de FCFA

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Mars 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***			Service effectif Janvier 2025 ***			Service effectif Février 2025 ***			Service effectif Mars 2025 ***			Cumul service effectif Janvier - Mars 2025 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Dette extérieure	198.8	68.8	267.6	690.2	252.4	942.6	113.4	44.2	157.6	56.5	20.7	77.1	54.4	14.6	69.0	224.3	79.5	303.7
Multilatérale	44.7	21.2	65.9	156.7	92.4	249.1	23.1	2.6	25.7	16.0	10.7	26.7	8.4	3.2	11.6	47.5	16.5	64.0
Bilatérale	132.6	40.8	173.4	342.9	101.2	444.1	76.6	23.2	99.8	27.8	7.2	35.0	31.5	8.9	40.3	135.8	39.2	175.0
Commerciale	21.5	6.8	28.3	190.6	58.8	249.4	13.7	18.4	32.1	12.7	2.8	15.4	14.6	2.6	17.1	40.9	23.8	64.7
Dette intérieure (hors RAP)	46.1	4.2	50.3	376.8	58.7	435.5	5.1	2.0	7.1	-	-	-	10.5	0.5	11.1	15.6	2.6	18.2
Titres publics (hors BTA)	-	-	-	202.3	33.6	235.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Obligations de trésor en FCFA détenues par les résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette structurée	45.9	4.2	50.1	173.2	25.0	198.2	5.1	2.0	7.1	-	-	-	10.5	0.5	11.0	15.6	2.6	18.1
Dette non structurée	0.2	-	0.2	1.3	-	1.3	0.0	-	0.0	-	-	-	0.1	-	0.1	0.1	-	0.1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Dette Publique	245.0	73.0	318.0	1 067.0	311.1	1 378.1	118.5	46.3	164.7	56.5	20.7	77.1	65.0	15.1	80.1	239.9	82.0	321.9
Allegements reçus - Initiative C20 pour lutter contre la COVID-19																		

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Pour la dette extérieure, les paiements effectués en mars 2025 se chiffrent à 69,0 milliards de FCFA, dont 54,4 milliards pour le principal et 14,6 milliards pour les intérêts et commissions.

Le service effectif à fin mars 2025 a enregistré des baisses respectives de 10,5%, 5,6% et 9,8% en glissements mensuel, trimestriel et annuel.

Sur les trois premiers mois de l'année 2025, le service de la dette extérieure enregistre une hausse de 13,5% par rapport à la même période en 2024 pour se situer à 303,7 milliards de FCFA, représentant 32,3% des 941 milliards de FCFA prévus pour 2025. Sur la période, 21,1% de ce montant ont été versés aux partenaires multilatéraux, 57,6% aux créanciers bilatéraux, et 21,3% aux bailleurs de fonds commerciaux.

Tableau 15 : Service de la dette extérieure

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Mars 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***			Service effectif Janvier 2025 ***			Service effectif Février 2025 ***			Service effectif Mars 2025 ***			Cumul service effectif Janvier - Mars 2025 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Multilatéral	44.7	21.2	65.9	156.7	92.4	249.1	23.1	2.6	25.7	16.0	10.7	26.7	8.4	3.2	11.6	47.5	16.5	64.0
BAD	10.8	9.3	20.1	29.4	32.0	61.3	-	0.0	0.0	5.7	6.7	12.4	-	-	-	5.7	6.7	12.4
BADEA	0.7	0.1	0.9	2.0	0.4	2.4	0.1	0.2	0.4	-	0.0	0.0	0.7	0.1	0.7	0.8	0.3	1.1
BDEAC	0.8	0.2	1.0	6.4	2.0	8.4	-	-	-	-	-	-	1.0	0.5	1.5	1.0	0.5	1.5
BEI	0.6	0.1	0.8	3.7	0.5	4.2	-	-	-	-	0.0	0.0	0.7	0.1	0.8	0.7	0.1	0.8
BID	2.4	2.0	4.5	18.5	13.0	31.5	3.2	2.3	5.4	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.2	3.4	2.4	5.8
BIRD	-	-	-	9.3	17.3	26.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FAD	2.0	1.3	3.2	6.7	3.8	10.5	0.2	0.1	0.2	0.8	0.5	1.3	1.2	0.6	1.7	2.1	1.2	3.3
FED	-	-	-	0.1	0.0	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FIDA	0.6	0.2	0.8	1.3	0.5	1.8	-	-	-	0.6	0.1	0.7	0.5	0.2	0.6	1.0	0.3	1.3
FMI	14.4	2.8	17.1	46.6	8.7	55.4	19.4	-	19.4	-	-	-	-	-	-	19.4	-	19.4
FSN	-	-	-	0.1	0.0	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FSOPEP	0.2	0.0	0.2	2.5	0.3	2.8	0.1	0.0	0.1	-	-	-	0.1	0.0	0.1	0.2	0.0	0.2
IDA	12.2	5.1	17.3	30.2	13.9	44.1	0.2	0.0	0.2	8.9	3.3	12.2	4.2	1.6	5.9	13.3	4.9	18.2
Bilatéral	132.6	40.8	173.4	342.9	101.2	444.1	76.6	23.2	99.8	27.8	7.2	35.0	31.5	8.9	40.3	135.8	39.2	175.0
AFD	7.7	0.4	8.1	57.3	11.3	68.6	16.9	1.8	18.7	-	-	-	4.0	0.3	4.3	20.9	2.1	23.0
BELGAQUE	-	-	-	1.2	-	1.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK CHINE	113.5	34.7	148.2	219.5	72.3	291.8	48.6	21.2	69.8	21.7	4.1	25.9	17.6	3.9	21.5	88.0	29.2	117.2
EXIMBANK CORREE	-	-	-	1.2	0.4	1.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK INDE	2.7	2.1	4.8	7.7	4.1	11.8	1.0	0.1	1.1	-	0.2	0.2	2.8	1.8	4.6	3.9	2.1	5.9
EXIMBANK USA	1.6	0.2	1.7	5.6	1.3	6.8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK Turquie	5.7	3.4	9.1	11.5	6.3	17.8	-	-	-	6.0	2.8	8.9	5.8	2.9	8.6	11.8	5.7	17.5
FKDEA	0.3	0.1	0.4	1.6	0.3	1.9	0.3	0.0	0.4	-	0.0	0.0	-	-	-	0.3	0.1	0.4
France	-	-	-	26.9	4.7	31.6	9.7	-	9.7	-	-	-	-	0.0	0.0	9.7	0.0	9.7
FSD	0.6	0.0	0.6	2.5	0.1	2.6	-	-	-	-	-	-	0.4	0.0	0.4	0.4	0.0	0.4
HERMES	-	-	-	0.9	0.0	0.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
JICA	0.5	0.1	0.5	1.4	0.2	1.6	-	-	-	-	-	-	0.9	0.1	1.0	0.9	0.1	1.0
KFW	-	-	-	0.7	0.1	0.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SERV	-	-	-	0.3	0.0	0.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	-	-	-	4.4	0.2	4.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne /ICO	0.1	-	0.1	0.4	0.0	0.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commercial	21.5	6.8	28.3	190.6	58.8	249.4	13.7	18.4	32.1	12.7	2.8	15.4	14.6	2.6	17.1	40.9	23.8	64.7
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	0.2	0.2	-	2.0	2.0	-	-	-	-	-	-	-	0.7	0.7	-	0.7	0.7
Bank of China	10.4	4.0	14.4	20.6	9.1	29.7	-	-	-	7.9	2.6	10.5	3.0	0.4	3.4	10.9	3.0	13.8
BELFIUS BANQUE SA	3.2	0.6	3.9	7.7	1.5	9.1	-	-	-	0.3	-	0.3	2.9	0.6	3.4	3.2	0.6	3.8
CITI GROUP	-	-	-	-	-	-	-	16.7	16.7	-	-	-	-	-	-	-	16.7	16.7
Commerzbank	-	-	-	7.2	1.6	8.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	2.0	0.6	2.6	8.6	2.3	10.9	1.0	0.4	1.4	-	-	-	-	-	-	1.0	0.4	1.4
Eurobond N°1 et N°2	-	-	-	30.9	32.4	63.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INTESA/CLIFFORD	2.4	0.3	2.7	12.9	1.8	14.8	-	-	-	-	-	-	3.1	0.5	3.5	3.1	0.5	3.5
ITFC	0.7	-	0.7	84.0	1.4	85.3	12.7	0.1	12.8	-	-	-	3.4	0.2	3.5	16.1	0.2	16.3
RAIFFESEN BANK	-	-	-	0.4	0.1	0.5	-	-	-	-	-	-	0.1	-	0.1	0.1	-	0.1
Société Générale / Eximbank USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
STANDARD CHARTERED BANK	0.6	1.0	1.6	12.9	5.8	18.7	-	1.3	1.3	4.4	0.2	4.6	2.1	0.3	2.4	6.6	1.7	8.3
BNICE Bank	2.2	0.1	2.3	5.5	1.0	6.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Unicredit Bank	-	0.0	0.0	-	0.0	0.0	-	-	-	-	-	-	-	0.0	0.0	-	0.0	0.0
Non résidents ECIMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	198.8	68.8	267.6	690.2	252.4	942.6	113.4	44.2	157.6	56.5	20.7	77.13	54.4	14.6	69.0	224.3	79.5	303.7

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

En mars 2025, le Trésor public s'est acquitté de 11,1 milliards de FCFA pour le règlement de la dette intérieure de l'État (hors RAP, dette flottante et BTA), dont 95,5% ayant servi au paiement du principal et 4,5% au remboursement des intérêts. Le service de la dette du mois de mars enregistre une baisse de 32,7% en glissement trimestriel et de 33,8% par rapport à mars 2024.

Ainsi, le total des paiements effectués pour le règlement du service de la dette intérieure au cours du premier trimestre de l'année est évalué à 18,2 milliards de FCFA, comprenant 87,5% de règlement du principal et 14,3% pour le paiement des intérêts.

Le service réglé au cours du premier trimestre 2025 enregistre une baisse de 63,8% par rapport à la même période en 2024.

Tableau 16 : Service de la dette intérieure hors Restes à Payer

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Mars 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***			Service effectif Janvier 2025 ***			Service effectif Février 2025 ***			Service effectif Mars 2025 ***			Cumul service effectif Janvier - Mars 2025 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Titres Publics (hors remboursement BTA)	-	-	-	202.3	33.6	235.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons de Trésor Assimilable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions	182.4	-	182.4	884.0	-	884.0	115.4	-	115.4	85.1	-	85.1	126.9	-	126.9	327.4	-	327.4
Remboursements	153.8	-	153.8	806.7	-	806.7	36.7	-	36.7	37.9	-	37.9	87.3	-	87.3	161.9	-	161.9
Financement net	28.6	-	28.6	77.3	-	77.3	78.7	-	78.7	47.2	-	47.2	39.6	-	39.6	165.5	-	165.5
Obligation de Trésor Assimilable	-	-	-	202.3	8.2	210.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 4 ans	-	-	-	42.0	8.2	50.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 5 ans	-	-	-	160.3	-	160.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 6 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligation de Trésor (Emprunts obligataires)	-	-	-	-	25.4	25.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 5,5% 2018-2023	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 2023 - multitranches	-	-	-	-	25.4	25.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Structurée	45.9	4.2	50.13	173.2	25.0	198.22	5.1	2.0	7.1	-	-	-	10.5	0.5	11.0	15.6	2.6	18.1
Dette Structurée Bancaire	31.7	3.5	35.2	117.1	13.8	130.9	2.4	1.7	4.1	-	-	-	5.8	0.4	6.2	8.2	2.1	10.3
ECOBANK	1.3	0.2	1.4	7.3	0.8	8.0	1.8	0.1	1.9	-	-	-	1.3	0.1	1.3	3.0	0.2	3.2
PLANUT 2	1.3	0.2	1.4	7.3	0.8	8.0	1.8	0.1	1.9	-	-	-	1.3	0.1	1.3	3.0	0.2	3.2
PLANUT 2 - substitue BCFI - tranche A	1.3	0.2	1.4	3.8	0.4	4.1	-	-	-	-	-	-	1.3	0.1	1.3	1.3	0.1	1.3
PLANUT 2 - substitue BCFI - tranche B	-	-	-	3.5	0.4	3.9	1.8	0.1	1.9	-	-	-	-	-	-	1.8	0.1	1.9
BCFI	2.8	0.6	3.4	5.8	2.1	7.9	-	-	-	-	-	-	0.5	-	0.5	0.5	-	0.5
PLANUT	1.1	0.5	1.6	3.3	2.0	5.2	-	-	-	-	-	-	0.5	-	0.5	0.5	-	0.5
JAPOMA	1.8	0.0	1.8	2.5	0.1	2.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque Atlantique Cameroun	17.4	2.3	19.7	67.2	8.2	75.4	0.6	1.4	2.1	-	-	-	3.0	0.1	3.1	3.6	1.6	5.2
PLANUT	11.9	1.0	12.8	39.6	2.1	41.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créance PAD	3.5	0.8	4.3	10.6	2.3	13.0	-	-	-	-	-	-	3.0	-	3.0	3.0	-	3.0
Cession de créance PAK 2021	2.0	0.2	2.2	5.1	0.7	5.8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créance PAK 2022	-	-	-	6.2	0.9	7.1	-	0.1	0.1	-	-	-	-	-	-	-	0.1	0.1
Cession de créance PAK 2024	-	-	-	-	-	-	0.6	0.7	1.3	-	-	-	-	0.1	0.1	0.6	0.8	1.4
Cession de créance CAMTEL	-	0.3	0.3	5.7	1.1	6.8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créance CAPH	-	-	-	-	1.1	1.1	-	0.3	0.3	-	-	-	-	-	-	-	0.3	0.3
Cession de créance CDC	-	-	-	-	-	-	-	0.4	0.4	-	-	-	-	-	-	-	0.4	0.4
UBA	1.8	0.1	1.9	1.8	0.1	1.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
STADE OLEMBE	1.8	0.1	1.9	1.8	0.1	1.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CCA BANK	-	-	-	2.1	0.7	2.7	-	0.2	0.2	-	-	-	1.0	0.2	1.2	1.0	0.3	1.4
CCA/CSPH/MINFI	-	-	-	-	0.2	0.2	-	0.2	0.2	-	-	-	-	-	-	-	0.2	0.2
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	-	-	-	2.1	0.5	2.6	-	-	-	-	-	-	1.0	0.2	1.2	1.0	0.2	1.2
CREDIT FONCIER	1.2	0.1	1.2	1.7	0.1	1.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LOGEMENTS SOCIAUX	0.7	0.1	0.7	0.7	0.1	0.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SIC ETAT SIEGE	0.5	-	0.5	1.0	-	1.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SCB	-	-	-	2.5	0.5	3.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pénetrante Est Douala	-	-	-	2.5	0.5	3.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	7.3	0.3	7.6	28.8	1.4	30.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créances ENEO 2020	4.0	0.1	4.1	13.8	0.8	14.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créances ENEO 2021	3.2	0.3	3.5	10.6	0.5	11.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	-	-	-	4.5	0.1	4.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette structurée non bancaire	14.2	0.7	14.9	56.1	11.3	64.3	2.7	0.3	3.0	-	-	-	4.7	0.1	4.8	7.4	0.5	7.9
Dette titrisée	3.8	0.7	4.5	27.9	11.3	37.7	0.7	0.3	1.0	-	-	-	0.3	0.1	0.5	1.1	0.5	1.5
Dette croisée et B.T.P titrisée	3.8	0.7	4.5	18.9	9.7	28.6	0.7	0.3	1.0	-	-	-	0.3	0.1	0.5	1.1	0.5	1.5
Dette non titrisée	10.4	-	10.4	28.2	-	26.7	2.0	-	2.0	-	-	-	4.4	-	4.4	6.4	-	6.4
Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques	9.1	-	9.1	21.4	-	19.9	1.5	-	1.5	-	-	-	3.6	-	3.6	5.1	-	5.1
PAD	0.6	-	0.6	1.9	-	1.9	-	-	-	-	-	-	0.6	-	0.6	0.6	-	0.6
Paiement guichet DGT/CFM/Jean de Nul	0.6	-	0.6	1.9	-	1.9	-	-	-	-	-	-	0.6	-	0.6	0.6	-	0.6
CAMTEL	3.0	-	3.0	8.5	-	8.5	1.0	-	1.0	-	-	-	2.0	-	2.0	3.0	-	3.0
CAMWATER	-	-	-	1.0	-	1.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SIC	4.0	-	4.0	6.0	-	6.0	-	-	-	-	-	-	1.0	-	1.0	1.0	-	1.0
CAMPOST	0.5	-	0.5	2.0	-	2.0	0.5	-	0.5	-	-	-	-	-	-	0.5	-	0.5
SONATREL	1.0	-	1.0	2.0	-	2.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	1.3	-	1.3	6.8	-	6.8	0.5	-	0.5	-	-	-	0.8	-	0.8	1.3	-	1.3
G.I.D.E.P.P.E	-	-	-	5.5	-	5.5	0.5	-	0.5	-	-	-	0.8	-	0.8	1.3	-	1.3
PAC INTERNATIONAL	1.3	-	1.3	1.3	-	1.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MARKETERS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Non Structurée	0.2	-	0.2	1.3	-	1.3	0.0	-	0.0	-	-	-	0.1	-	0.1	0.1	-	0.1
Dette Commerciale	0.0	-	0.0	0.2	-	0.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Locative	0.0	-	0.0	0.0	-	0.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Indemnités	0.2	-	0.2	0.4	-	0.4	0.0	-	0.0	-	-	-	0.0	-	0.0	0.0	-	0.0
Autres Dette Non Structurée	-	-	-	0.8	-	0.8	-	-	-	-	-	-	0.0	-	0.0	0.0	-	0.0
Total Général	46.1	4.2	50.3	376.8	58.7	435.5	5.1	2.0	7.1	-	-	-	10.5	0.5	11.1	15.6	2.6	18.2

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

Le stock des Restes à Payer du 31 Décembre 2024, s'élève à 853,7 milliards de FCFA, dont 535,7 milliards de FCFA des RAP de plus de 3 mois. Cette situation est maintenue jusqu'à fin Mars 2025, ce qui induit une variation trimestrielle et mensuelle nulle des Restes à Payer, tandis qu'en glissement annuel, ils ont augmenté de 137 milliards de FCFA.

Tableau 17 : Variations mensuelles des Restes à Payer (en milliards de FCFA)

Restes à Payer de plus de trois mois	31 Mars 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***
Restes à Payer de plus de trois mois	279.0	19.9	-	-	-
BIENS ET SERVICES	90.2	120.0	0.0	0.0	0.0
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	63.7	-15.3	0.0	0.0	0.0
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	9.7	2.0	0.0	0.0	0.0
AUTRES TRANSFERTS	66.8	-79.0	0.0	0.0	0.0
SUBVENTION	46.6	-3.2	0.0	0.0	0.0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	22.7	-5.5	0.0	0.0	0.0
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-20.81	0.80	0.00	0.00	0.00
Restes à Payer de moins de trois mois	- 401.1	187.0	-	-	-
BIENS ET SERVICES	-143.40	95.82	0.00	0.00	0.00
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	-60.29	28.28	0.00	0.00	0.00
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	-56.29	9.88	0.00	0.00	0.00
AUTRES TRANSFERTS	-62.41	19.79	0.00	0.00	0.00
SUBVENTION	-24.81	7.87	0.00	0.00	0.00
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	-53.95	25.31	0.00	0.00	0.00
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total (en milliards de FCFA)	279.0	19.9	-	-	-

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires **** données estimées

Source : CAA/CNDP

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Le mois de mars n'a enregistré aucun nouvel engagement. Cependant, au cours du premier trimestre de l'année 2025, le Gouvernement a signé cinq (05) nouvelles conventions sur prêts projets pour un montant total de 242,9 milliards de FCFA, dont 56,4% sur financements concessionnels.

Tableau 18 : Engagements signés en 2025

N°	Nom du projet	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA à la date de signature	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 31/03/25)	Taux d'intérêt	Maturité (en années)	Période de grace (en années)	Concessionnalité
1	Projet Harmonisation des statistiques en Afrique Centrale [HISWACA]	10/01/2025	IDA	EUR	96.9	63.6	63.6	1.09%	30	7	Concessionnel
2	PERACE**	08/01/2025	BEI	EUR	43.0	28.2	28.2	4.00%	20	5	Concessionnel
3	Projet de développement de la chaîne de valeur du Riz au Cameroun	28/02/2025	Fonds Koweïtien	KWD	3.0	5.9	6.1	1.50%	23	5	Concessionnel
4	Amenagement de la route Ngaoundere Garoua	19/03/2025	BAD	EUR	208.8	136.9	136.9	Euribor +1,03%	25	7	Non concessionnel
5	Amenagement de la route Ngaoundere Garoua	19/03/2025	FAD	EUR	12.2	8.0	8.0	1.00%	30	7	Concessionnel
TOTAL prêts projets						242.6	242.9				
non concessionnel						105.7	105.9				
concessionnel						136.9	136.9				
TOTAL appuis budgétaires						.	.				
TOTAL Emission d'obligations internationales						.	.				
TOTAL						242.6	242.9				

Source : CAA/CNDP

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Au 31 mars 2025, il est dénombré quatre (04) décrets d'habilitation en attente de signature des conventions y afférentes, pour un montant total d'environ 236,3 milliards de FCFA, pour des financements non concessionnels.

Tableau 19 : Décrets d'habilitation signés en instance

N°	Nom du projet	Date du décret	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA affichés dans la publication	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 31 mars 2025)	Concessionnalité
1	Projet de construction de la route Ebolowa-Akomli-Kribi	04/08/2023	Standard Chartered Bank	EUR	198.8	130.4	130.4	Non concessionnel
2	Projet d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat et à l'Amélioration des Compétences en soutien à l'industrialisation (PEAC)	26/11/2024	BAD	EUR	63.1	41.5	41.4	Non concessionnel
3	Programme d' Appui au Redressement du Secteur de l'Electricité au Cameroun (PARSEC)	03/12/2024	BAD	EUR	74.3	48.7	48.7	Non concessionnel
4	Projet de développement de la chaîne de valeur Riz	21/02/2025	FS OPEP	USD	25.0	15.0	15.8	Non concessionnel
GRAND TOTAL						235.6	236.3	

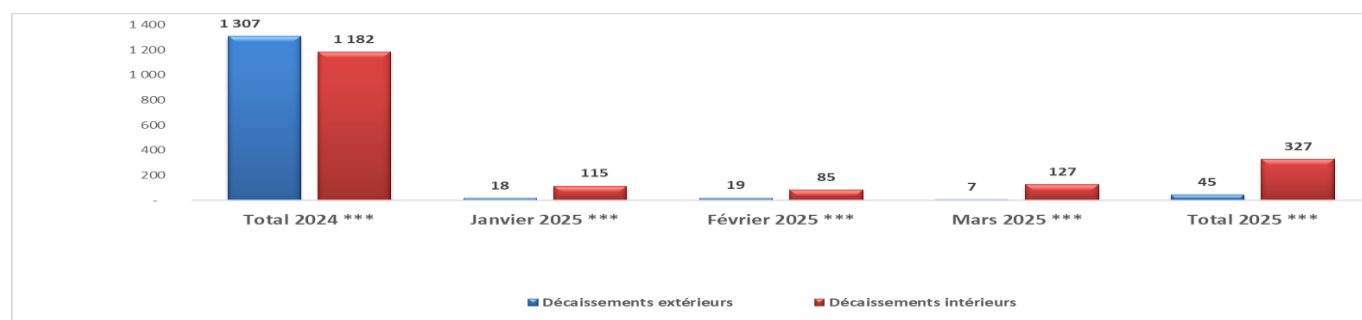
Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Les décaissements de l'Administration Centrale effectués au mois de mars 2025 s'élèvent à 134,0 milliards de FCFA et sont mobilisés à 94,7% auprès des bailleurs de fonds intérieurs et 5,3% auprès des bailleurs

extérieurs. Le cumul des décaissements depuis le début de l'année, s'élève à 372,1 milliards de FCFA, dont 88,0% de décaissements intérieurs et 12,0% de décaissements extérieurs.

Graphique 4 : Décaissements sur emprunts publics (en milliards de FCFA)



Source : CAA

IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

Les décaissements sur ressources extérieures enregistrés durant le mois de mars 2025 sont estimés à 7,1 milliards de FCFA et proviennent exclusivement des bailleurs de fonds multilatéraux, portant ainsi le cumul des décaissements effectués au cours du premier trimestre de l'année 2025 à 44,6 milliards de FCFA, soit une baisse de 72,7% par rapport au trimestre précédent.

IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

Au cours du mois de mars 2025, les ressources ont été mobilisées uniquement auprès des partenaires multilatéraux à hauteur de 7,1 milliards de FCFA.

Le cumul des décaissements extérieurs au cours du premier trimestre de l'année 2025 est évalué à 44,6 milliards de FCFA, dont 78,0% provenant des bailleurs de fonds multilatéraux, 16,5% tirés des bailleurs de fonds commerciaux et 5,5% des partenaires bilatéraux.

Tableau 20 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

Rubriques	Total 2024 ***	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Total 2025 ***
Montants en millions de FCFA					
Multilatéral	502 467	15 902	11 828	7 061	34 792
BAD	85 462	7 931	3 629	2 401	13 960
dont Appuis budgétaires PEF	17 900	-	-	-	-
appuis budgétaires COVID-19	-	-	-	-	-
BADEA	1 513	-	-	-	-
BDEAC	5 434	-	5 039	-	5 039
BID	19 451	-	192	1 211	1 403
BIRD	68 005	-	1 394	-	1 394
dont Appuis budgétaires PEF	-	-	-	-	-
FAD	24 532	137	-	233	371
FIDA	5 311	-	-	-	-
FMI	71 815	-	-	-	-
dont appuis budgétaires PEF 2017-2020	-	-	-	-	-
appuis budgétaires COVID-19	-	-	-	-	-
appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023	14 731	-	-	-	-
appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023	29 462	-	-	-	-
appuis budgétaires FRD 2024-2025	27 621	-	-	-	-
IDA	220 944	7 834	1 574	3 216	12 624
dont appuis budgétaires PEF	32 838	-	-	-	-
UE	-	-	-	-	-
Bilatéral	169 059	2 460	-	-	2 460
ALLEMAGNE	836	-	-	-	-
FRANCE	32 811	1 884	-	-	1 884
dont appuis budgétaires PEF	26 238	-	-	-	-
Japon	6 448	576	-	-	576
EXIMBANK DE CHINE	124 001	-	-	-	-
INDE	4 963	-	-	-	-
Commercial	635 827	-	7 362	-	7 362
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	157 543	-	-	-	-
Belfius	651	-	-	-	-
CITI GROUP	333 561	-	-	-	-
Deutsche banque Espagne	15 168	-	-	-	-
Inter Islamic trade Finance Corporation	96 693	-	5 996	-	5 996
INTESA SANPAOLO SPA	7 287	-	-	-	-
Standard Chartered Londres	21 593	-	1 366	-	1 366
UNICREDIT	3 331	-	-	-	-
Total Général	1 307 353	18 362	19 190	7 061	44 613

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Selon la définition du FMI, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage, de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

Les tirages effectués au cours du mois de mars 2025 sur les prêts projets à hauteur de 7,1 milliards de FCFA, sont constitués de 69,6% des financements non concessionnels et 30,4% des financements concessionnels.

Le cumul des tirages effectués au cours du premier trimestre 2025, est constitué de 74,3% des financements non concessionnels et 25,7% des prêts concessionnels.

Le taux d'exécution au premier trimestre 2025 par rapport aux prévisions de la Loi n° 2024/013 du 23 décembre 2024 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2025 est de 4,6% pour les décaissements sur prêts projets et 0% pour les tirages sur appuis budgétaires.

Tableau 21 : Décaissements par type de concessionnalité (en millions de FCFA)

Rubriques	Total 2024 ***	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Total 2025 ***
Montants en millions de FCFA					
Multilatéral	502 467	15 902	11 828	7 061	34 792
Concessionnel	317 835	5 327	2 037	2 148	9 512
<i>dont Appuis budgétaires</i>	104 652	-	-	-	-
<i>FMI</i>	71 815	-	-	-	-
<i>BIRD</i>	-	-	-	-	-
<i>BAD</i>	-	-	-	-	-
<i>IDA</i>	32 838	-	-	-	-
Non Concessionnel	184 633	10 575	9 791	4 914	25 279
<i>dont Appuis budgétaires</i>	17 900	-	-	-	-
<i>BAD</i>	17 900	-	-	-	-
Bilatéral	169 059	2 460	-	-	2 460
Concessionnel	33 523	576	-	-	576
<i>dont Appuis budgétaires AFD</i>	26 238	-	-	-	-
Non Concessionnel	135 537	1 884	-	-	1 884
Commercial	539 133	-	1 366	-	1 366
Concessionnel	15 831	-	1 366	-	1 366
Non Concessionnel	523 303	-	-	-	-
dont émission internationales	333 561	-	-	-	-
dont prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure	131 191	-	-	-	-
dont eurbond 2021	-	-	-	-	-
dont financement vaccination COVAX et AVAT	-	-	-	-	-
Total prêts à moyen terme	1 210 660	18 362	13 194	7 061	38 617
Total appuis budgétaires	148 791	-	-	-	-
Total hors appuis budgétaires	1 061 869	18 362	13 194	7 061	38 617
dont	-	-	-	-	-
(1) Total prêts projets	597 117	18 362	13 194	7 061	38 617
Concessionnel	236 297	5 903	3 403	2 148	11 454
Non Concessionnel (hors eurobond & prêt Afreximbank pour RAP dette intérieure)	360 820	12 458	9 791	4 914	27 163
(2) Eurobond	-	-	-	-	-
(3) Prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure	131 191	-	-	-	-
(4) Emissions internationales	333 561	-	-	-	-
0					
Prêts à court terme	96 693	-	5 996	-	5 996
ITFC - Campagne cotonnière 2016/2017	-	-	-	-	-
ITFC - Importations pétrole brute SONARA	92 915	-	-	-	-
ITFC-Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premières et leur vent en République du Cameroun	3 778	-	5 996	-	5 996
-	-	-	-	-	-
Grand total	1 307 353	18 362	19 190	7 061	44 613

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

Comme indique le tableau récapitulatif ci-après, la répartition des tirages effectués au cours du mois de mars 2025 par projet/programme fait ressortir dix (10) projets bénéficiaires portant sur un montant de 7,1 milliards de FCFA. Ainsi depuis le début de l'année 2025, des tirages ont été effectués sur vingt-quatre (24) projets/programmes pour un montant total de 44,6 milliards de FCFA.

Tableau 22 : Décaissements par projet en millions de FCFA

N	Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA)	Bailleur	Devise	Total 2024***	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Total 2025 ***	Taux de décaissement au 31/03/2025
1	Projet d'électrification rurale (phase 2)-2014207	BID	ISD	-	-	74	62	136	58.2%
2	Projet de construction route Batchenga-Lena	Japon	JPY	4 564	576	-	-	576	87.6%
3	Projet d'aménagement et de bitumage de la route Batchenga ngaoundéré	BDEAC	XAF	2 865	-	5 039	-	5 039	37.9%
4	Projet d'aménagement route Batchenga Ntui-Yoko-Lena	BAD	EUR	23 824	4 947	1 729	1 648	8 324	93.5%
5	Projet d'aménagement route Batchenga Lena	FAD	FUA	8 770	79	-	233	312	104.7%
6	Construction de la route ketta Djou (Phase 2)	BAD	EUR	2 951	446	-	-	446	82.4%
7	Projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PD-CVA)	BAD	EUR	5 016	-	234	205	439	75.2%
8	Programme d'appui au secteur de transport phase 2-2017210	BAD	EUR	9 086	767	1 276	-	2 043	90.0%
9	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yagoua et Bongor-2018202	BAD	EUR	2 494	90	-	-	90	60.9%
10	Projet agricole chaîne de valeurs	BID	USD	4 154	-	118	742	861	86.0%
11	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la sanaga	IDA	EUR	2 391	92	200	104	396	106.8%
12	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la Sanaga	IDA	EUR	1 976	152	164	73	389	106.4%
13	Projet de développement des villes inclusives et résilientes	IDA	EUR	29 019	3 309	339	3 039	6 687	83.8%
14	Projet d'appui à la réforme de l'éducation	IDA	EUR	6 593	1 711	-	-	1 711	82%
15	Projet appui au secteur de transport phase 3 - Construction de la Ring-Road	BAD	EUR	1 547	78	154	-	232	30%
16	programme intégré dev adapt chang climatique	FAD	FUA	322	58	-	-	58	11%
17	projet de développement des chaînes de valeur élevage et pisciculture	BAD	EUR	10 535	1 602	236	548	2 387	45%
18	Projet d'elec rural accès energie zone desservie	IDA	EUR	3 930	2 269	871	-	3 141	39%
19	Projet de rehabilitation de la penetrante Est de la ville de Douala (Phase II)	Standard Chartered Londres	EUR	12 499	-	1 366	-	1 366	58%
20	PAREC Financement additionnel	IDA	EUR	4 862	301	-	-	301	97%
21	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premieres et leur vent en Republique du Cameroun	Inter Islamic trade Finance Corporation	USD	3 778	-	5 996	-	5 996	124%
22	projet d'acquisition des équipements au profit du corps national des sapeurs-pompiers	FRANCE	EUR	6 573	1 884	-	-	1 884	60%
23	Projet de developpement de la chaîne de valeur du riz au Cameroun	BID	ISD	1 602	-	-	407	407	33%
24	Projet de mobilite urbaine de Douala	BIRD	EUR	314	-	1 394	-	1 394	1%
				-	-	-	-	-	
TOTAL					18 362	19 190	7 061	44 613	

Source : CAA

IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Au cours du mois de mars 2025, un montant de 126,9 milliards de FCFA a été mobilisé (sous forme de BTA destinés à soutenir la trésorerie de l'Etat) au titre de financements intérieurs.

En conséquence, le cumul des décaissements intérieurs effectués depuis le début de l'année à 327,4 milliards de FCFA, exclusivement sous forme de BTA.

Tableau 23 : Décaissements sur emprunts intérieurs

Rubriques	Total 2024 ***	Janvier 2025 **	Février 2025 **	Mars 2025 ***	Total 2025 ***
(Montants en milliards de FCFA)					
Titres Publics	1 182,2	115,4	85,1	126,9	327,4
<i>Bons de Trésor Assimilables (BTA)</i>	884,0	115,4	85,1	126,9	327,4
<i>Obligations de Trésor</i>	298,2	-	-	-	-
<i>OT (BVMAC)</i>	-	-	-	-	-
<i>Autres conventions</i>	-	-	-	-	-
Total Général	1 182,2	115,4	85,1	126,9	327,4

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND's) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Les SEND's sont estimés à environ 4 415,2 milliards de FCFA, dont 272,2 milliards de FCFA d'appuis budgétaires au 31 mars 2025. Ils enregistrent des baisses respectives de 5,5% en variation annuelle et de 0,2% en glissement mensuel contre une hausse de 0,1% en glissement trimestriel. Ces SEND's se composent exclusivement des SEND's extérieurs.

IV.4.1. SEND's Extérieurs

Les SEND's extérieurs hors appuis budgétaires sont évalués à 4 143,3 milliards de FCFA à fin mars 2025 et devront être tirés à hauteur de : (i) 70,5% auprès des bailleurs de fonds multilatéraux ; (ii) 10,6% provenant des partenaires bilatéraux ; et (iii) 18,9% issus des créanciers commerciaux.

Tableau 24 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

Rubriques	SEND's au 31/03/2024 ***	SEND's au 31/12/2024 ***	SEND's au 31/01/2025***	SEND's au 28/02/2025***	SEND's au 31/03/2025***
MULTILATERAUX	3 265.5	3 160.1	3 234.7	3 176.7	3 191.1
BAD	557.8	620.8	612.7	609.1	606.5
BADEA	45.0	45.1	45.1	45.0	43.2
BDEAC	79.5	74.1	74.1	69.0	69.0
BID	198.0	266.0	266.0	265.5	259.1
BIRD	106.0	204.5	204.5	203.1	203.1
FAD	86.7	87.2	86.6	40.6	84.1
FIDA	20.3	16.8	16.8	16.8	16.4
FS OPEP	17.4	18.1	18.1	18.1	17.3
IDA	1 687.0	1 447.2	1 534.9	1 533.1	1 519.2
UE	72.8	72.8	101.0	101.0	101.0
Appuis budgétaires	394.9	307.4	274.9	275.4	272.2
FMI	192.0	123.0	122.7	123.2	120.0
BIRD	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5
BAD	18.1	0.2	0.2	0.2	0.2
IDA	184.4	183.8	151.6	151.6	151.6
BILATERAUX	560.7	452.7	450.9	452.8	442.2
ALLEMAGNE	10.6	10.1	10.1	10.1	10.1
FRANCE	146.2	119.1	117.2	117.2	117.2
Appuis budgétaires AFD	26.2	-	-	-	-
Japon	26.3	20.9	20.7	21.1	20.4
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0.5	49.5	49.5	49.5	49.5
ARABIE SAOUDITE	25.6	26.7	26.7	26.6	25.5
Chine	5.3	5.4	5.5	5.4	5.2
Corée du Sud	0.8	0.4	0.4	0.4	0.4
Emirats Arabes Unis	9.1	9.5	9.5	9.5	9.1
EXIMBANK DE CHINE	207.0	82.6	82.8	82.4	79.3
INDE	107.6	105.9	105.9	105.6	101.4
KOWEÏT	21.7	22.5	22.5	24.9	24.0
COMMERCIAUX	846.4	796.6	796.6	794.2	782.2
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	15.4	28.2	28.2	28.2	28.2
Bank of China	46.6	48.6	48.6	48.4	46.5
Belfius	6.9	4.6	4.6	4.6	4.6
BMCE Bank	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-
China Citic Bank	-	32.8	32.8	32.8	32.8
Comercial-eurobond	-	-	-	-	-
Commez bank Allemagne	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Deutsche banque Espagne	91.9	73.7	73.7	73.7	73.5
ICBC	184.1	191.8	191.8	191.2	183.6
Inter Islamic trade Finance Corporation	112.3	-	-	-	-
INTESA SANPAOLO SPA	107.2	99.9	99.9	99.9	99.9
Raiffeisen Bank Inter AG	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6
Standard Chartered Londres	139.3	177.6	177.6	176.0	173.7
UNICREDIT	3.6	0.2	0.2	0.2	0.2
TOTAL GENERAL	4 672.7	4 409.3	4 482.1	4 423.7	4 415.5
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	421.1	307.4	274.9	275.4	272.2
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	4 251.5	4 102.0	4 207.3	4 148.3	4 143.3

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4.2. SEND's Intérieurs

Comme les mois précédents, l'on ne dénombre pas de SEND's sur financements intérieurs.

Point sur l'évolution des SEND's

Les SEND's représentent des montants inévitables dans le cycle de vie des projets financés par le mécanisme de *Project Finance*. Dans ce cadre, les retraits de fonds s'effectuent progressivement, en fonction de l'avancement physique des travaux. Cependant, des anomalies peuvent survenir lorsque le rythme d'absorption des financements est anormalement faible, posant ainsi la problématique des SEND's non performants ou « problématiques ».

Selon les critères retenus par le CNDP, sont concernés au 31 mars 2025 :

- **Les prêts signés avant le 1^{er} janvier 2020, en particulier ceux dont les SEND's datent de plus de cinq ans en 2025 (2 953 milliards de FCFA) ;**
- **Ceux qui n'ont enregistré aucun décaissement jusqu'au 31 mars 2025 (789 milliards de FCFA) ;**
- **Les prêts non mis en vigueur dans un délai de six mois après la signature de la convention (769 milliards de FCFA) ;**
- **Ceux dont la date limite de décaissement a été dépassée ou prorogée au moins une fois (808 milliards de FCFA);**
- **Ceux pour lesquels cette date limite de décaissement était inférieure à un an au 31 mars 2025 et dont le taux de décaissement restant était inférieur à 50% (799 milliards de FCFA).**

Sur la base de ces critères, une évaluation trimestrielle permet de déterminer une diminution du montant des SEND's « à problème » du portefeuille à fin 2024, passant d'environ 2 969 milliards de FCFA à 2 889 milliards de FCFA à fin mars 2025, soit une baisse de 2,69%. Par ailleurs, le stock des SEND's à problème représente à fin mars 2025, 65 % des SEND's globaux, hors appuis budgétaires.

État des lieux :

Au 31 mars 2025, les SEND's au Cameroun s'élèvent à 4 143,3 milliards de FCFA (hors appuis budgétaires de 285,2 milliards). Bien que ces fonds n'aient pas encore été décaissés, ils constituent une obligation future pesant sur les finances publiques. La persistance de ces soldes non liquidés traduit souvent des retards dans l'exécution des projets ou des difficultés administratives, nécessitant un suivi rigoureux pour éviter une accumulation excessive et ses conséquences sur la gestion budgétaire.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE hors Restes à Payer et dette flottante

Au terme du mois de mars 2025, l'encours de la dette de l'Administration Centrale hors RAP et dette flottante est estimé à 12 458 milliards de FCFA.

Suivant l'hypothèse selon laquelle, la dette extérieure est celle libellée en devise étrangère et la dette intérieure celle contractée et remboursée en FCFA, les indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette se présentent comme suit :

- un ratio de la dette publique sur le PIB de 38,6%, dont 26,4% de dette extérieure et 12,2% de dette intérieure ;
- un taux d'intérêt moyen pondéré de la dette évalué à 3,0%, dont 2,6% de dette extérieure et 3,3% de dette intérieure ;
- une durée moyenne de refinancement du portefeuille estimée à 7,4 années, soit 9,1 années pour la dette extérieure et 3,8 années pour la dette intérieure ;
- un poids de la dette dont les termes sont à refixer l'année prochaine estimé à 24,6%, dont 29,3% pour la dette extérieure, et 14,5% pour la dette intérieure traduisant également un risque de refinancement non négligeable ;
- une part de la dette libellée en devises estimée à 68,5% du portefeuille global, soit une exposition effective de 40,0% du portefeuille aux fluctuations de taux de change, considérant 28,5% de dette libellée en Euro de parité fixe avec le FCFA ;
- La part de la dette publique libellée en Dollar US est de 19,4% en dessous de la cible de 25% prévue dans la stratégie d'endettement comme seuil d'alerte relatif au risque de change, nécessitant le cas échéant, une gestion active en terme de composition optimale du portefeuille de la dette publique en devise.

Tableau 25 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

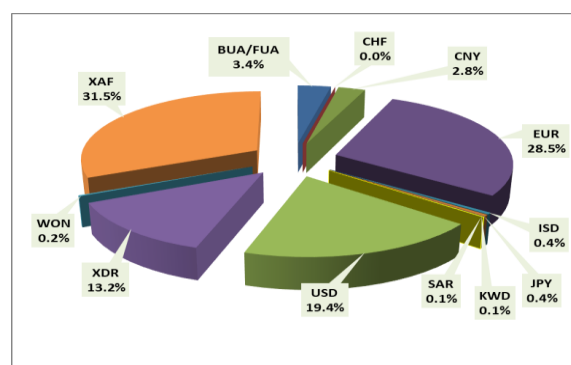
Indicateurs de coûts et risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale*
Dette nominale en milliards de FCFA		8 531	3 927	12 458
Dette nominale (% du PIB)		26.4	12.2	38.6
Coût de la dette	Paiement d'intérêt en % du PIB	0.7	0.5	1.2
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2.6	3.9	3.0
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	9.1	3.8	7.4
	Dette à amortir durant l'année prochaine (% du total)	8.1	14.5	10.1
	Dette à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	2.2	1.8	4.0
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	7.4	3.8	6.2
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	29.3	14.5	24.6
	Dette à taux d'intérêt fixe (% du total)	79.5	85.0	81.1
Risque de change	Dette en devises (% du total)			68.5
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			17.9

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : le Franc CFA (31,5%), l'Euro (28,5%), le Dollar US (19,4%), et le DTS (XDR) avec 13,2%.

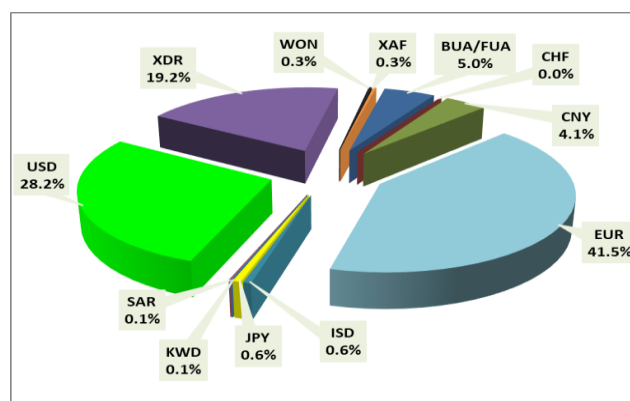
Graphique 4 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA

compose de l'Euro pour 41,5%, du Dollar US pour 28,2% et enfin du DTS(XDR) pour 19,2%.

Graphique 5 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se

Une publication de la Caisse Autonome
d'Amortissement du Cameroun
Secrétariat Permanent du Comité National de
la Dette Publique

		
Comité National de la Dette Publique		Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29 Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm
